

1-Situation Géographique :

La **République Démocratique du Congo**, située en Afrique Centrale, couvre 2.345.409 km² et partage ses frontières avec 9 autres pays. Le pays est délimité au nord par la République Centrafricaine et le Soudan ; à l'est par l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la Tanzanie ; au sud par la Zambie et l'Angola, et à l'ouest par la République du Congo, l'enclave de Cabinda et l'Océan Atlantique. Les frontières de la RDC s'étendent sur 9 000 km et sont parmi les plus longues du continent.



2-Le Pays en Bref :

- Nom complet** : République démocratique du Congo
- Continent** : Afrique
- Sous-continent** : Afrique Sub-saharienne
- Population** : 95 784 841 habitants (2019)
- Superficie** : 2 345 409 km²
- Principales villes** : Kinshasa ; Lubumbashi; Mbuji-Mayi; Kisangani; Kolwezi
- Langues officielles** : Français
- Monnaie** : Franc congolais (CDF)
- Nature de l'État** : République Démocratique.
- Chef de l'État** : Président Félix Tshisekedi

-Codes ISO : CD, COD

-Religions : Catholiques (50%), Protestants (20%), Kimbanguistes (10%), Musulmans (10%), autres religions traditionnelles (10%).

-Membre à l'OMC : Membre de l'OMC depuis le 27 mars 1997

3- Indicateurs Economiques et Démographiques :

* Indicateurs Economiques :

La République démocratique du Congo (RDC) possède les deux tiers des forêts tropicales d'Afrique, un sous-sol riche et un potentiel hydroélectrique important. L'économie a connu des conflits politiques au cours des deux dernières décennies. Après avoir enregistré la troisième croissance la plus rapide au monde (10,5%) en 2014, l'économie s'est ralentie, principalement en raison d'une inflation en hausse et d'une baisse des prix des matières premières exportées, notamment du cuivre. Selon les estimations du FMI, la croissance a été estimée à 3,8% du PIB en 2018, soutenue par la hausse des prix du cuivre et du cobalt, et devrait s'accélérer pour atteindre 4,1% et 4,3% en 2019 et 2020 respectivement.

L'économie de la RDC repose principalement sur les industries extractives, qui sont très dépendantes des prix mondiaux et de la dynamique économique internationale. Le pays a donc souffert de la chute des cours du cuivre (premier produit d'exportation) en 2015, qui a entraîné une baisse des recettes, des dépenses et des réserves de change, alors que l'inflation explosait, atteignant 41,5% en 2017. Associée à une forte dépréciation du franc congolais, l'inflation a un impact négatif sur la consommation. Afin de réduire la pression sur le pouvoir d'achat des ménages, la banque centrale a relevé à plusieurs reprises ses taux directeurs, mais ceux-ci sont restés inférieurs au taux d'inflation, qui s'est toutefois ralenti à 23% en 2018 (et devrait encore baisser à 13,5% en 2019 et 6,7% en 2020). La dette publique, fortement réduite grâce à son allègement de 83% en 2010 dans le cadre de l'initiative PPTE du FMI, reste relativement faible à 16,2% du PIB en 2018. Le budget du gouvernement a été légèrement négatif en 2018 en raison des dépenses liées à l'organisation des élections, mais devrait redevenir positif en 2019. Les dépenses publiques devraient augmenter en raison des investissements dans la sécurité, la santé et les infrastructures, ainsi que des salaires des fonctionnaires, mais elles seront compensées par une hausse des impôts et des redevances liées au secteur minier (qui représente encore un tiers des recettes de l'État).

En 2018, une élection présidentielle a porté au pouvoir l'ancien chef de l'opposition Felix Tshisekedi. Toutefois, des tensions subsistent dans de nombreuses régions du pays. L'année

2017 a été marquée par de nombreuses attaques contre la mission de l'ONU en RDC (MONUSCO) qui ont entraîné la mort de plusieurs Béréts Bleus. Les conflits internes et la crise humanitaire qui ont suivi constituent de véritables défis, non seulement pour le gouvernement, mais aussi pour ses donateurs internationaux. La RDC est l'un des pays les plus pauvres du monde. Elle figure parmi les moins bien classées dans l'indice de développement humain et la violence est fréquente, en particulier dans l'est du pays. Selon les estimations de l'OIT, le taux de chômage dans le pays était de 3,7% en 2018.

Indicateurs de croissance	2017	2018	2019 (e)	2020 (e)	2021 (e)
PIB (milliards USD)	37,62e	47,10e	48,99	51,58	54,09
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	3,7e	5,8e	4,3	3,9	3,4
PIB par habitant (USD)	408e	496e	501	512	521
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	19,1e	15,3e	13,5	11,6	9,9
Taux d'inflation (%)	35,8e	29,3e	5,5	5,0	5,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-1,21e	-2,17	-1,69	-2,16	-2,38
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-3,2e	-4,6	-3,4	-4,2	-4,4

Source : FMI - World Economic Outlook Database , Dernières données disponibles

Note : (e) Donnée estimée

* Indicateurs Démographiques :

La RDC est très jeune : la moitié de la population à moins de 15 ans. Les plus de 65 ans représentent moins de 3 % de la population totale du pays, qui devrait bientôt atteindre les 100 millions d'habitants.

Espérance de vie à la naissance : 60.03 ans (PNUD, 2018).

Taux d'alphabétisation : 77,3% (PNUD, 2018).

Indice de développement humain : 41e place sur 53 pays en Afrique et 176e au monde sur 189 pays. (PNUD, 2018)

4-Situation Politique du Pays :

Le pays se remet encore d'une série de conflits qui ont éclaté dans les années 90 et généré un marasme économique et social persistant. Joseph Kabila a été à la tête de la RDC de 2001 à 2019. Après avoir été reportées afin de procéder à la révision du fichier électoral, les élections

présidentielles et législatives qui devaient se tenir en novembre 2016 ont eu lieu le 30 décembre 2018. Felix Antoine Tshisekedi, fils de l'opposant historique de la RDC, Etienne Tshisekedi a été proclamé vainqueur par la Commission électorale nationale indépendante avec 38,5 % des voix. Cette victoire a été contestée, notamment par la Conférence des évêques congolais (CENCO), qui avait déployé 40 000 observateurs. Selon les données de la CENCO, Martin Fayulu, serait le vainqueur avec 62,8% des voix, devant le candidat du parti au pouvoir, Emmanuel Ramazani Shadary, crédité de 17,99 % des suffrages, et Felix Tshisekedi en troisième position avec 15 % des voix.

5-Risque Pays :

Le secteur minier masque la faiblesse de la demande intérieure

En 2019, la croissance devrait continuer de monter en puissance, essentiellement soutenue par le secteur minier. Les exportations de minerais, particulièrement de cuivre, devraient continuer à progresser, en ligne avec l'évolution de la production. Le secteur minier devrait également continuer de drainer l'investissement privé. Cependant, la mise en vigueur d'un nouveau code minier, qui préoccupe les industriels du secteur, pourrait peser sur les investissements. Ce code prévoit notamment des augmentations de taxes et redevances, impose aux sociétés minières que leur capital soit détenu, a minima, à hauteur de 10 % par les citoyens congolais et interdit, sauf dérogation, l'exportation de minéraux bruts pour les nouveaux permis d'exploitation. Grâce à la hausse des recettes minières, mais aussi grâce aux financements extérieurs dans le cadre du Plan National Stratégique de Développement, l'investissement public, notamment dans le développement des infrastructures, devrait progresser également. La détérioration de la situation sécuritaire dans le pays suite aux élections pourrait, néanmoins, avoir un impact sur les financements extérieurs. La contribution de la consommation privée devrait rester anémique, à cause des nombreux conflits domestiques, de l'épidémie d'Ébola dans l'Est du pays et de l'inflation encore élevée qui affligent une population largement (près de 75 %) touchée par la pauvreté.

Une position extérieure fragile

Attendu légèrement excédentaire en 2019, le solde public pourrait être grevé par les dépassements budgétaires constatés au premier semestre de l'année, en particulier dans le fonctionnement de l'État. Toujours largement dominées par le poids de la masse salariale, les dépenses devraient progresser également dans les domaines de la sécurité, de la santé (pour

contenir Ebola) et dans les infrastructures. La hausse des taxes et redevances minières (environ 30 % des recettes totales) devrait, néanmoins, permettre d'absorber en partie ces hausses de dépense. La dette étant encore à un faible niveau, et largement concessionnelle, le risque de surendettement reste limité

Après les élections, la situation politique, sécuritaire et humanitaire reste critique

Dans un contexte sécuritaire et humanitaire déjà critique en certains endroits du territoire, ce processus électoral chaotique a généré une instabilité accrue et une flambée de violence. Face à une armée nationale incapable de rétablir l'ordre, les nombreux groupes armés continuent leurs exactions, principalement le long des frontières avec le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda à l'Est (provinces Sud-Kivu, Nord-Kivu et Ituri), en dépit de la mission de l'ONU chargée de la protection des civils (MONUSCO). Ces groupes se financent notamment grâce aux pillages et à l'exploitation de mines clandestines. Fragilisées par la violence et les déplacements de population, ces régions sont également touchées par la maladie à virus Ébola. Déjà responsable de plus de 1750 morts entre août 2018 et juillet 2019, l'épidémie peine à être contenue. Par ailleurs, la situation dans le Kasai, où l'insurrection des Kamwina Nsapu contre le pouvoir central avait plongé la région dans la violence en 2016 et 2017, pourrait de nouveau s'embraser. Ces nombreuses sources d'instabilités politique et sécuritaire, au même titre que la corruption, la faiblesse de la gouvernance et le déficit d'infrastructures, contribuent au climat des affaires extrêmement dégradé du pays (184ème sur 190 pays dans le classement Doing Business 2019).

6-Les Principaux Secteurs Economiques :

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	68,5	10,6	21,0
Valeur ajoutée (en % du PIB)	19,1	44,1	34,1
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	1,5	12,1	4,3

Source : Banque Mondiale

La Côte d'Ivoire est le premier producteur et exportateur mondial de cacao (30% de la production mondiale), l'un des trois plus importants producteurs et exportateurs de noix de cajou au monde et un grand exportateur d'huile de palme, de café et d'huile. L'économie du pays repose principalement sur l'agriculture. Le secteur primaire représente plus du cinquième du PIB et emploie moins de la moitié de la population active du pays. Le gouvernement tente de maximiser le rendement de son secteur agricole en

développant des unités de traitement de matières premières. En janvier 2019, elle a lancé un plan de 107 milliards FCFA sur cinq ans (2018-2023) financé par la Banque Mondiale et visant à accroître la rentabilité du secteur de la noix de cajou. La production de caoutchouc du pays a considérablement augmenté ces dernières années. Le secteur pétrolier gagne en importance dans l'économie avec un taux de croissance stable et des investissements importants. Le pays a des activités minières, en particulier de minéraux précieux, tels que l'or et les diamants, mais aussi d'autres comme le nickel . Le secteur industriel contribue également à près du quart du PIB et n'emploie que 6% de la population. Les principaux secteurs industriels du pays sont l'agroalimentaire, les textiles, les matériaux de construction, les engrais, la conserve de thon et le montage de motos, de véhicules et de vélos. Comme dans de nombreux autres pays africains, le secteur tertiaire a connu une croissance rapide au cours des dernières années. Le secteur des télécommunications est en plein essor et, avec d'autres secteurs, joue un rôle moteur dans la croissance des services. Les services représentent environ 41% du PIB et emploient 46% de la population active.

*L'économie en bref

POINTS FORTS :

- Ressources minérales abondantes (cuivre, cobalt, diamant, or, étain)
- Important potentiel hydroélectrique
- Mobilisation internationale et coopération régionale pour résoudre les conflits dans la région des Grands Lacs
- Annulation de la dette dans le cadre des initiatives PPTE et IADM

POINTS FAIBLES :

- Faible gouvernance et grande fragilité politique
- Faiblesse des infrastructures (transports, énergie, télécommunications)
- Situation sécuritaire et humanitaire dégradée, en particulier dans l'Est du pays avec présence de nombreux groupes armés
- Résurgence de l'épidémie d'Ébola à l'Est depuis août 2018
- Très forte dépendance aux cours des matières premières
- Niveau de pauvreté élevé